



L'intimidation politique à Madagascar pourrait provoquer des sanctions

Interview accordée à America.gov par le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. Karl Wycoff

Par Charles W. Corey
Rédacteur

Washington - Les États-Unis s'inquiètent de ce que l'empressement de tenir des élections législatives montré par **le régime de-facto de M. Andry Rajoelina** à Madagascar, actuellement prévues en mars, et le climat d'intimidation et l'unilatéralisme qui continuent de régner dans ce pays puissent conduire sous peu la communauté internationale à l'application de sanctions, a dit le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, M. Karl Wycoff. Si les acteurs politiques de cet État insulaire continuent d'entraver le retour prochain à un gouvernement constitutionnel, des sanctions pourraient s'ensuivre, a-t-il dit.

Dans un entretien accordé le 15 janvier à *America.gov*, M. Wycoff a dit : « Les États-Unis et la communauté internationale poursuivront leurs efforts visant à mettre au point et à soutenir un processus qui mènera prochainement à la restauration d'un gouvernement constitutionnel à Madagascar, **mais les actions unilatérales qui perdurent**, et l'incapacité de trouver un moyen mutuellement acceptable pour aller de l'avant, **pourraient provoquer des sanctions de la part de la communauté internationale.** »

Diplomate chevronné dont la carrière a englobé les affaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, M. Wycoff a souligné que les États-Unis demeuraient « profondément préoccupés » par la situation politique à Madagascar. « **Nous appuyons une solution politique consensuelle et sommes entièrement opposés aux mesures unilatérales adoptées au cours des dernières semaines par le régime de-facto malgache.** Nous ne les considérons pas comme un pas en avant pour Madagascar. De telles actions unilatérales ne feront que retarder le règlement de la situation politique et le retour d'un gouvernement constitutionnel », a-t-il indiqué. Ce dont Madagascar a le plus besoin en ce moment est « le retour aux accords de Maputo et d'Addis Abéba qui tous deux préconisent un processus intégratif devant mener à des élections organisées de consensus, ouvertes, libres et transparentes », a précisé M. Wycoff.

Concernant les actions unilatérales adoptées par le régime de-facto à Madagascar, M. Wycoff a souligné que celui-ci avait pris ainsi la décision d'organiser précipitamment des élections. « **C'est inacceptable** », a-t-il précisé, ajoutant que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avait publié un communiqué, le 14 janvier, rejetant cette démarche. M. Wycoff a aussi condamné la décision unilatérale de renvoyer le Premier ministre choisi par consensus.

« Les États-Unis s'inquiètent également du climat d'intimidation qui règne à Madagascar. **L'arène politique a été fermée, les médias et les journalistes sont harcelés.** L'opposition n'est pas en mesure de manœuvrer librement, les services de sécurité continuent d'enfreindre

les droits de l'homme sans que rien ne soit fait pour y remédier, et cela a conduit à un climat d'intimidation », a dit M. Wycoff.

En raison de l'attention que les dirigeants du régime de-facto continuent de porter à leurs intérêts personnels et à leur avenir politique, le peuple malgache continue de souffrir aussi sur le plan économique, a ajouté le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines.

« Étant donné l'absence d'établissement d'un processus de consensus pour la restauration à Madagascar d'un gouvernement constitutionnel, **les États-Unis ont été contraints de mettre fin au programme de la Société du compte du millénaire** (Millenium Challenge Corporation ou MCC) dans ce pays et de suspendre la participation de Madagascar à la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). Par ailleurs, l'instabilité politique a entraîné la dégradation du climat des affaires sur l'île, ce qui a eu un effet très néfaste sur l'économie malgache. Ce qui semblait être, il y a peut-être un an et demi, une image positive de Madagascar - avant le début de cet imbroglio politique - où ce pays s'intégrait à la communauté internationale et tirait parti de l'accès au marché américain que lui conférait l'AGOA, cette image s'est transformée aujourd'hui en une situation négative pour le peuple malgache. Ce sont les Malgaches qui en paient les frais. »

Aussi les États-Unis ont-ils pris certaines mesures vis-à-vis de leurs relations avec Madagascar ; ils ont suspendu toute aide au régime et toute assistance autre qu'humanitaire, a indiqué M. Wycoff. « Nous savons que d'autres pays évaluent actuellement leurs relations avec Madagascar, au niveau de l'aide qu'ils lui accordent. Nous trouvons que l'assistance militaire est une question particulièrement problématique et nous nous demandons pourquoi quiconque voudrait continuer à fournir une telle assistance à un régime non constitutionnel. » En conclusion, M. Wycoff a dit : « **Les États-Unis appuient les démarches que la SADC continue d'entreprendre pour favoriser un processus acceptable pour la restauration d'un gouvernement démocratique et constitutionnel à Madagascar**, et nous louons les efforts de l'ancien président mozambicain, M. Joaquim Chissano, en sa qualité de médiateur dans ce processus. Nous prenons note du communiqué publié hier par la SADC dans lequel elle exprime son intention de continuer à jouer ce rôle positif. Nous espérons également œuvrer de concert avec l'Union africaine alors qu'elle cherche à remettre en train le processus politique. »

L'État malgache a été précipité dans cette crise politique en mars 2009 quand l'ancien maire de la capitale, M. Rajoelina, s'est emparé du pouvoir.

(Les articles du site «America.Gov» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État. Site Internet : <http://www.america.gov/fr/>)

15 janvier 2010

Source : America.gov